

A l'occasion de la Commémoration de la Révolution Russe de novembre

Les différends au sein du parti communiste russe se sont, ces derniers temps, fort aiguisés.

Les perquisitions domiciliaires que fit le G. P. U., dans la nuit du 12 au 13 septembre, chez une quantité de membres de l'opposition, conduisirent à la confiscation de quelques machines à écrire et d'un appareil à reproduire des textes et à l'arrestation de quelques sténotypistes qui ne sont pas membres du parti. Immédiatement, les camarades Preobrajenski, Serebriakov et Charco déclarèrent que c'étaient eux qui avaient organisé l'appareil technique de l'opposition. Ces trois hommes sont membres du parti depuis 1904, 1905 et 1903 respectivement, et les deux premiers y occupèrent de fort responsables postes.

Il va sans dire qu'ils se décidèrent à propager sous le manteau les thèses et les résolutions de l'opposition, uniquement parce que la presse du parti n'insérerait rien de tout cela.

Les trois camarades en question exigèrent que l'inventaire confisqué leur fût restitué et que les sténotypistes mis en état d'arrestation fussent rendus libres. Zinoviev protesta contre les perquisitions domiciliaires. D'autres membres de l'opposition protestèrent, dans les cellules, contre le fait que le G. P. U. se mêle de différends qui ne concernent que le parti.

Staline envoya là-dessus, à toutes les organisations du parti, l'avis qu'une « imprimerie clandestine » de l'opposition venait d'être découverte. A cette information fut jointe une circulaire du G. P. U., d'où il devait paraître qu'il existait des relations entre des membres déterminés de l'opposition et une « organisation contre-révolutionnaire illégale », et qu'un putsch militaire était en vue. Tout le rapport portait si clairement la trace d'être fabriqué de toutes pièces qu'il ne trouva, dans le parti, pas la moindre créance. Parmi les soi-disant « compromis », il y avait de vieux lutteurs comme l'ouvrier Brakchovsky, qui a servi le parti, depuis 1905, dans les circonstances difficiles, et qui a aidé à libérer le territoire de l'Oural de la terreur blanche et de Koltchak.

Durant le mois dernier, à peu près deux cents membres de l'opposition ont été mis hors du parti. Le 20 octobre, le Comité Central du parti russe se réunit en assemblée plénière. Il y a des raisons de craindre que le premier acte de la majorité ne soit alors de radier Zinoviev, Trotsky, Smilga et quelques autres membres de l'opposition, qui ont leur siège au Comité; et que cette radiation ne serve d'introduction à une campagne générale contre l'opposition; que l'Exécutif du Comintern ne sanctionne aussi une telle campagne.

A moins que les membres des partis communistes ne protestent contre cette violente politique de Staline. A moins qu'ils ne demandent de ne pas prendre de mesures contre l'opposition russe avant que ne soient connus le programme, les griefs et les exigences de l'opposition, et que ne soit portée à l'ordre du jour la discussion sur ce projet au sein de l'Internationale communiste.

Sans liberté d'expression des opinions, l'opposition du parti russe a été contrainte au travail illégal, en désespoir de cause.

« Liberté d'expression de sa pensée, pour l'opposition », telle est la première chose que nous avons à demander.

Pourquoi je démissionne du Parti Communiste Belge !

Membre actif du Parti Communiste Belge depuis plusieurs années, j'ai pu me rendre compte, par expérience vécue, que ma collaboration à ce Parti me rendait complice d'actions que je considère être gravement attentatoires aux intérêts immédiats, ainsi qu'à l'émancipation des travailleurs.

Pendant plusieurs mois, dans les derniers temps, je me suis efforcé, dans la mesure de mes moyens, de mettre fin à cet état de choses, tout le communisme ne peut que se retirer et disparaître dans les yeux des travailleurs !

Voici les derniers faits qui me décidèrent à quitter le Parti Communiste :

1° **J'affirme, et suis prêt à prouver à tout travailleur qui désire être édifié,** que la direction du Parti Communiste Belge a joué un rôle anti-unitaire et anti-syndical dans le conflit qui faillit aboutir à la division de l'organisation des Tramwaymen. Dans ce conflit différend qui opposa la Centrale Nationale à la Fédération du Brabant, la direction du P.C.B. a étonné scandalusement les aspirations unitaires des Tramwaymen communistes, et ce dans le seul but d'assurer la Fédération du Brabant à la politique opportuniste et divisionnaire préconisée occultement par le B.P. du P.C.

L'intrusion du B.P. du P.C. se manifesta à tel point, que Jacquemotte, chef du P.C., faisait soumettre ses propositions au Comité de la Fédération des Tramwaymen du Brabant. Des déclarations de Verchryse (chef de l'« Unité » fabriquée dans les coulisses par la direction du P.C.) résultent clairement que le but visé par ces politiciens était la création d'une organisation qui suivrait le chemin des Chevaliers du Travail de Serding.

2° **Des documents** émanant du B.P. du P.C. lui-même, résulteraient clairement que la crise de destruction traversée par les Chevaliers du Travail de Serding, résulte du fait que les dirigeants du P.C. qui dirigent en même temps les Chevaliers du Travail, ont transporté leurs querelles politiques intérieures, dans l'organisation des Chevaliers du Travail de Serding. Au point que la crise de celle-ci est la conséquence directe « de la crise que traverse la Fédération Liégeoise du Parti Communiste Belge ».

3° **Avant étudié sur documents** la crise traversée par le mouvement ouvrier belge, j'affirme que ce mouvement, qui était en plein développement, fut détruit par suite des manœuvres de certains dirigeants du P.C.B. La « Résolution Interne » qui devait provoquer la dissolution complète de l'« Unité », non seulement fut un exemple de politique malhonnête, mais ce qui est plus grave, à la Conférence Nationale du P.C.B. du 3-4-1927, il fut reconnu que ce document « interne » était un monument de diffamation politique de militants honnêtement unitaires. Cette même conférence décida de supprimer les passages mensongers qui figuraient dans la « Résolution Interne ». Le fait qu'en ce moment (novembre 1927) aucune rectification est apportée, prouve que la direction du P.C.B. continue sciemment à se rendre complice de malhonnêteté politique, à l'endroit du problème urgent de l'Unité Syndicale.

4° **En présence de l'action** entamée par la soi-disant « Unité » Everling, Kestemont, Verchryse, j'estime de mon devoir de mettre les travailleurs sincèrement unitaires en garde, en leur affirmant que ce soi-disant mouvement unitaire Everling et consorts, est un mouvement qui ne peut avoir d'autre résultat que de jeter le discrédit sur ce mot d'ordre indispensable qui est l'« Unité ». Effectivement, nous nous trouvons ici en présence d'un « mouvement auquel, par ordre de la direction du P.C., les communistes doivent aider, dans le but de le charger du rôle d'opposition syndicale de gauche ». L'expérience nous a appris

La deuxième, est l'application de l'amnistie aux membres de soi-disant groupes de gauche — ouvriers et intellectuels — qui furent arrêtés et exilés au cours des dernières années. Que de l'exemple suivant puissent apparaître, à ce propos, quelques scandaleuses méthodes sont appliquées. Dans le courant de cet été (probablement en juillet) furent arrêtés, à Moscou, 56 membres d'un groupe d'opposition de gauche. Il leur était requis de s'adresser, dans leurs districts, au Comité du parti, qui désirait avoir avec eux une entrevue. Là, les agents du G. P. U. les attendirent et les emmenèrent, menottes aux mains, au bureau central de police. Parmi eux se trouvaient deux fonctionnaires des syndicats, le chef d'un bureau de milice, trois techniciens responsables du télégraphe et deux secrétaires de cellules du parti.

Les poursuites auxquelles sont exposés des membres de l'opposition, des anarchistes révolutionnaires et des pacifistes, qui refusent le service militaire, jettent, depuis des années déjà, une ombre opaque sur l'image de la République des Soviets. Elles affaiblissent, au sein de la classe ouvrière, cette espérance que la Russie soviétique lui paraît encore, à l'aventure, en état d'être un lumineux exemple dans la lutte pour la libération de tous les opprimés.

Eh, en troisième lieu, nous devons nous élever avec insistance, contre le fait que la peine de mort — comme l'annonce à présent le pouvoir des Soviets — sera seulement abolie pour les criminels de droit commun, mais continuera d'exister pour les crimes contre l'Etat. Comme communistes, nous tenons la violence pour inévitable dans les grandes décisions de la lutte des classes. Mais la terreur d'un Etat puissant, solide, robuste, contre des personnes — si coupables et si méchantes soient-elles — ne peut pas être approuvée par la morale socialiste. Les nombreuses exécutions des derniers mois, dans la Russie des Soviets, n'ont, d'aucune manière le danger qui menace la Russie du côté de la réaction. Par contre, elles ont augmenté le danger que ne s'affaiblissent les sympathies de la classe ouvrière pour la Russie soviétique. La grande masse des travailleurs — aussi les révolutionnaires de conviction — sent très bien que l'application de la peine de mort est un moyen qui nous éloigne de notre but : la société fraternelle ; que son usage n'en favorise pas, mais en compromet l'approche.

Ce n'est que quand nous émettons ces exigences : liberté de discussion pour l'opposition (nationalement et internationalement) ; pas d'exclusions, extension de l'amnistie aux membres des groupes de gauche, aux socialistes révolutionnaires, aux anarchistes, aux pacifistes, — ce n'est que quand nous émettons ces exigences au gouvernement de Staline que nous avons, comme communistes, le droit de lever la tête haute, le X^e anniversaire de la révolution de novembre. C'est seulement, à les émettre, que nous ne chargeons pas notre conscience — nous ne gardons pas le silence quand le devoir est de prendre la parole — et que nous ne reculons pas lâchement devant une lutte difficile.

C'est seulement à les émettre que nous tendons aussi bien à la réalisation de cette liberté d'expression de la pensée, sans quoi le mouvement ouvrier ne peut surmonter l'effroyable crise où il se trouve, qu'à la levée de la lutte pour le socialisme dans une atmosphère de générosité qui nous distingue principalement de la violence de nos adversaires de classe.

(s.) Henriette ROLAND-HOLST.

* De « Tribune » (organe du parti communiste de Hollande) ; n° 21, du 25 octobre 1927.